



**5 Mai 2010, construisons un front solidaire européen!
NON à l'écrasement des peuples par la finance, les gouvernements et l'UE
OUI à un changement radical de la politique de l'Union Européenne**

Le Parti de la Gauche Européenne est solidaire avec la mobilisation populaire en Grèce, avec la grève générale dans les secteurs publics et privés. S'il y a des particularités en Grèce, la crise aigue actuelle est en même temps symptomatique de la crise de la dette publique. Celle-ci est générale et va partout s'accroître. Si les marchés gagnent contre la Grèce, ils se tourneront, encouragés, vers d'autres pays. La résistance du peuple grec est une chance pour tous puisque c'est dans tous les pays et au niveau européen qu'il s'agit de lutter contre le chantage des marchés financiers, les politiques de super-austérité et pour des alternatives.

Les banques, les gouvernements, l'UE et le FMI veulent imposer au peuple grec une restriction drastique des dépenses publiques, des services publics, des salaires et retraites, de la protection sociale. Ils mettent en place une politique qui produira la dépression, le chômage, la baisse des recettes publiques et la hausse des besoins d'aide sociale. Avec l'austérité imposée, l'impasse est certaine, l'échec garanti. Mais quelles souffrances pour les peuples! Et quels gâchis. Non seulement la Grèce mais toute l'Europe sera plombée pendant de longues années.

Les Etats sont sommés de donner des gages aux marchés financiers en se soumettant servilement à leurs exigences, contre celles des peuples. La Banque Centrale Européenne peut mobiliser des dizaines de milliards pour le sauvetage des banques, mais non pour le sauvetage d'un Etat! Ce qui est aujourd'hui appelé 'aide à la Grèce' est en fait conçu comme une aide aux créanciers, et une pression inacceptable sur le peuple grec, sa situation sociale, sa dignité et sa souveraineté.

Les prévisions de croissance montrent combien la stratégie de Lisbonne est un échec : 1,3% de prévisions de croissance pour l'UE par l'OCDE, contre 3,4% pour les Etats Unis et plus de 6% pour les pays émergents. C'est une illustration que la crise en Europe n'est pas seulement la conséquence de la crise globale, mais également due à la nature même de la construction européenne, à la conception monétariste où la libre concurrence est la loi principale. En effet, dans la jungle, les plus faibles font les frais alors que les plus forts en profitent. Et au lieu de contrebalancer les inégalités, les Etats ont choisi la baisse des recettes publiques, et ont permis l'accaparement par le capital d'une partie toujours plus grande des richesses produites.

Les peuples ne doivent pas payer la crise. Les gouvernements doivent changer les politiques européennes. Pour cela, il faut qu'ils arrêtent d'écouter les experts liés aux marchés et ils doivent faire vivre la démocratie.

1 – Il est urgent de stopper la vague de spéculation : au lieu de gaspiller les fonds pour rembourser les intérêts aux banques, il faut relancer l'économie socialement et écologiquement utile. La BCE doit pouvoir prêter aux Etats à taux bas. Ceci réduirait le pouvoir des banques et assurances privées. Dans chaque pays, un pôle public bancaire soumis au contrôle de l'Etat et de la société doit être créé pour que le crédit ne se tourne

pas vers la spéculation mais agisse en faveur de l'intérêt général. Nous demandons la création d'une agence publique européenne de notation

2 – Il faut arrêter les privatisations, développer le secteur public et prendre des mesures pour contrer la volatilité des investissements des actionnaires dans l'entreprise. Stopper la privatisation des retraites, qui est un des moteurs de la financiarisation de l'économie, est un enjeu majeur. L'UE doit décider d'un contrôle et d'une taxation des flux et revenus financiers.

3 - L'euro ne doit pas être un outil pour la concurrence basé sur le pacte de stabilité conçu pour réduire les dépenses sociales au nom de la compétitivité. Un pacte de coopération et de solidarité qui aurait des objectifs communs entre pays européens pour les productions, les recherches et les services socialement et écologiquement utiles, pour l'égalité des salaires femmes/hommes, pour une harmonisation vers le haut des salaires et des protections sociales serait le plus sur moyen pour sortir de la crise.

4 - Il faut un véritable budget européen : il doit réduire les asymétries, coordonner des politiques en faveur d'un nouveau type de développement, instaurer une fiscalité unifiée sur le capital pour contrer la mise en concurrence des salariés et des territoires.

5 - Les dépenses militaires prévues dans le traité de Lisbonne doivent être fortement réduites, et notamment en Grèce.

6 - Et en plus, en urgence, pour baisser la dette publique tout en répondant aux besoins du peuple Grec :

- Mettre à contribution les banques qui ont spéculé sur le dos des peuples depuis des années. Obliger les banques à renoncer à certaines créances et taux injustement élevés. Un moratoire sur certaines dettes pour 3 ou 5 ans pourrait laisser le temps de relancer les économies en crise et d'augmenter ainsi les recettes publiques.
- Si le FMI voulait se rendre utile, il pourrait au contraire utiliser des fonds de tirage spéciaux pour aider au financement des dépenses publiques grecques.

Nous sommes à un tournant de la lutte des classes en Europe.

Le capital ne cache plus son visage : tous ses représentants font front contre les peuples. La violence des moyens utilisés par le front du capital nous montre sa détermination. Face à eux, nous avons besoin d'une dynamique sociale et politique pour construire un front solidaire européen, porteur d'alternatives en faveur des réponses aux besoins humains et écologiques. Le Parti de la Gauche Européenne veut être utile à la construction de ce front. C'est de la survie de tous les peuples européens dont il est question.

Partis Membres de la Gauche Européenne: *Communist Party of Austria, Belarusian Party of the Left "Fair World", Communist Party Belgium, Communist Party (Flanders), Party of Democratic Socialism (Czech Republic), Estonian United Left Party, Communist Party of Finland, Left Alliance (Finland), French Communist Party, The Left (Germany), Coalition of Left, of Movements and Ecology (Greece), Workers' Party of Hungary 2006, Communist Refoundation Party (Italy), The Left (Luxemburg), Party of Communists of the Republic of Moldova, Left Bloc (Portugal), Socialist Alliance Party (Romania), Communist Refoundation of San Marino, Communist Party of Spain, United Left (Spain), United and Alternative Left (Catalunya), Labour Party of Switzerland, Freedom and Solidarity Party (Turkey)*